



# La lettre

des élus communistes et apparentés  
de Vénissieux - N° 44 - JANVIER 2018

**2008** c'est le  
nombre de votants  
pour l'élection des  
délégués de quartier :  
Une participation en  
forte augmentation !



## ÉDITO

### ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS DE QUARTIER

Je voudrais remercier tous ceux qui font vivre la démocratie de proximité à Vénissieux, montrant que cette ville n'est pas un lieu de passage et de consommation, mais un lieu d'engagement et d'action, pour vivre mieux ensemble.

Bravo aux 126 candidats et aux 106 nouveaux délégués, élus dans les treize conseils de quartier. Bravo aux Vénissiens qui se sont déplacés pour voter, à une époque où l'abstention et la démobilisation l'emportent trop souvent, sur le libre exercice démocratique.

Le mandat 2018-2020 s'ouvre pour imprimer un nouveau souffle à la démocratie participative. C'est à présent le temps du débat et de l'action, pour améliorer la vie des quartiers et servir l'intérêt général. Il faut oser, proposer, innover dans tous les domaines : sécurité, stationnement, propreté, mais aussi accès à la culture, solidarité, politiques sportives. Les trois adjoints à la démocratie locale, Amina Ahamada Madi, Adelhak Fadly, Hamdiatou Ndiaye, les présidents des conseils de quartier et les services de la mairie, seront mobilisés.

Notre ville s'est toujours engagée pour la démocratie de proximité. 12 ans avant que la loi ne l'impose, Vénissieux avait déjà créé ses premiers conseils de quartier.

Je crois en l'engagement citoyen, je crois aux politiques de proximité. On ne construit pas une ville sans ses habitants, et les conseils de quartier constituent un laboratoire d'idées, un réseau social vénissien. C'est un lieu de débats, d'échanges, de confrontations républicaines, c'est la démocratie la plus directe, la plus rassembleuse et la plus nécessaire, à l'heure où la volonté d'éloigner les centres de décision des citoyens, est manifeste.

*Michèle PICARD - Maire*

## PLAN LOCAL D'URBANISME ET DE L'HABITAT

Le plan local de l'urbanisme et de l'habitat (PLUH) est un énorme travail, très technique, entamé il y a 5 ans, mais qui doit associer beaucoup plus de citoyens. A l'échelle de la métropole, moins de 1% de la population a exprimé ses préoccupations avec des remarques, souvent d'intérêt particulier, qui concernent la constructibilité de sa parcelle ou de celle de son voisin. C'est pourquoi nous invitons les Vénissiens à participer, très nombreux, à l'enquête publique en 2018, non seulement sur les questions de construction, mais aussi de développement durable, économique, de la place de la nature, des transports... même si malheureusement, le plan de déplacement urbain n'est pas discuté avec le PLU-H.

### Le PLUH : construire une ville à vivre pour nos enfants !

Après le projet «Vénissieux 2030», les grands rendez-vous, l'agenda 21 pour une ville humaine et durable, nous voulons, avec ce PLUH, dessiner une ville harmonieuse. L'équilibre doit être pensé entre construction et espaces libres, aménagements et nature, histoire de nos quartiers et ouverture dans l'agglomération. Un équilibre entre économie, logement et services, avec l'industrie historique à défendre et l'accueil de nouvelles activités, la nécessité de répondre aux besoins en logements sociaux et en accession à la propriété. Dans le PLU-H, deux objectifs de la Ville sont pris en compte : l'augmentation du pourcentage de pleine terre dans les nouvelles constructions et la livraison de 400 logements par an dont 200 logements sociaux. Il nous faut aussi mieux relier nos quartiers, sortir de la fracture du périphérique et de la voie ferrée avec de nouvelles voiries tout en réduisant la place de la voiture au profit d'un cadre de vie apaisé.

C'est pourquoi nous insistons sur les grandes infrastructures de transport qui conditionnent ce développement équilibré de notre ville. Nous souhaitons la réalisation rapide de la «ligne forte» A8 de Saint- Fons à Vaulx-en-Velin, passant près de la gare de Vénissieux.

Nous soutenons la création de la troisième voie SNCF prévue dans le cadre du contournement fret de l'agglomération Lyonnaise ainsi que la valorisation de notre gare SNCF, 3eme pôle multimodal de l'agglomération. Nous insistons sur le contournement autoroutier de Lyon, dont le tracé ouest est abandonné au profit, encore une fois, d'un tracé Est qui impactera nos circulations et notre qualité de vie. Concernant l'anneau des sciences, aujourd'hui bien incertain, alors que le déclassement de l'A6-A7 pourrait répandre le bouchon de Fourvière sur l'ensemble du périphérique Est, nous souhaitons que sa nature soit repensée en intégrant notre proposition de bouclage périphérique en transport en commun.

Nous votons cette délibération en souhaitant une enquête publique 2018 dynamique avec beaucoup de participants, ce qui suppose des moyens nouveaux pour faire connaître ce projet !

*Pierre-Alain MILLET- Adjoint au Maire*

En 1974 Helmut Schmidt, chancelier Allemand, déclarait « **Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.** », et lançait une politique de diminution «des coûts du travail» dont nous voyons, plus de 40 ans après, les dramatiques conséquences pour l'emploi. C'est dans la même logique que Macron supprime l'ISF, fait exploser les exonérations fiscales tel que le CICE, cher au député Yves Blein, qui permet surtout aux entreprises de gonfler leurs marges avec un effet quasiment nul sur l'emploi.

**Quand on augmente les cadeaux aux plus riches les économies sont à rechercher ailleurs :** diminution du budget de la plupart des ministères, nouveaux coups portés à notre système de protection sociale, remise en cause du logement social avec la diminution des APL et de l'aide à la pierre, suppression d'une partie des emplois aidés, baisse de 11 % du budget de la politique de la ville.

**Pour tenter de faire oublier qu'il est le président des riches, Emmanuel Macron a fait le déplacement en banlieue mi-novembre.** Alors que depuis son accession au pouvoir aucun projet n'a été présenté concernant les banlieues, les villes et quartiers populaires, il met en avant la nécessité de renforcer la présence des services publics sur ces quartiers. Mais avec quels moyens ? Quel budget ? Quels sont les services publics concernés ? Quand Macron parle au patronat il est plus précis.

**Le président de la République s'était engagé à dialoguer avec les élus locaux et à s'interdire toute baisse brutale des moyens de l'action publique locale. 3 jours après, le gouvernement baissait de 300 millions d'euros la Dotation Globale de Fonctionnement, en catimini et sans concertation.** Sur la forme le gouvernement entend inaugurer une politique contractuelle avec les 319 collectivités les plus importantes (80 % de la population), faisant penser qu'il pourrait y avoir concertation. Sur le fond l'objectif est d'amener les collectivités à tailler elles-mêmes dans leur dépenses pour respecter la décision prise par Macron, d'une baisse de 13 milliards sur le quinquennat. Et pour les collectivités qui n'auront pas respecté l'objectif de diminution des dépenses, l'État s'en chargera. A cette pression, s'ajoute l'exonération de la taxe d'habitation, recette essentielle des budgets communaux.

**A Vénissieux nous luttons concrètement pour le maintien et le développement des services publics.** Nos orientations budgétaires veulent répondre aux besoins des habitants, construire du lien social et combattre ce sentiment d'abandon qui fait prospérer l'abstention et le vote FN.

Maintenir cette orientation dans les conditions d'une diminution continue des moyens est une gageure. Et à l'opposition qui impute les difficultés à notre gestion, nous disons que les difficultés viennent des attaques de l'État contre les moyens des collectivités et que nous y faisons face avec ténacité et imagination.

Serge TRUSCELLO- *Conseiller municipal*



Salah Hamouri est un avocat franco-palestinien de 32 ans. Il a été arrêté à son domicile de Jérusalem-Est le 23 août 2017 par l'armée d'occupation israélienne, sans motif officiel, et condamné par décision militaire à six mois de détention administrative.

Après avoir déjà été condamné à la privation de liberté durant 7 ans de 2005 à 2011 suite à des accusations non fondées, la société française s'était mobilisée pour appeler à sa libération. Il avait été accueilli dans une rencontre de solidarité à Vénissieux en 2013.

Il vit à Jérusalem, le gouvernement israélien lui interdit de se rendre en Cisjordanie, et ce gouvernement interdit aussi à sa femme et à leur jeune enfant (qui sont en France) de le rejoindre en Palestine occupée.

**Nous savons pertinemment que la raison de son emprisonnement est son combat pour les droits de l'Homme et la lutte légitime du peuple Palestinien à disposer de lui-même.**

Ce combat pacifique pour une solution de paix dans le conflit israélo-palestinien est pourtant indispensable en ces temps d'inquiétude sur l'instabilité du Moyen-Orient, aggravée par la décision récente de Donald Trump de reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël.

De nombreuses personnalités réclament la libération de Salah Hamouri.

De nombreux conseils municipaux, communautaires, départementaux, ont déjà adopté des vœux pour la libération de Salah Hamouri.

**Par ce vœu, la ville de Vénissieux interpelle le gouvernement Français pour:**

- **Exiger, auprès des autorités israéliennes, la libération immédiate de l'avocat et citoyen français, Salah Hamouri, défenseur de la cause Palestinienne.**
- **Revenir à une diplomatie française jouant le rôle de médiateur entre les puissances régionales pour stabiliser la région et favoriser la paix et les actions de solidarité avec les habitants.**

## RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.

Si la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que les deux sexes doivent accéder à l'égalité salariale, le salaire féminin reste encore inférieur de 24% à celui des hommes. Le temps partiel (souvent subi) est une explication mais 9,9% de cet écart relève de la discrimination « pure ». L'enquête d'insertion des jeunes diplômés de Sciences Po Paris parue en 2015 est éclairante : le salaire moyen annuel des diplômées s'élève à 34 000 euros, contre 41 000 euros chez les hommes titulaires du même diplôme.

Concernant la parité politique, la France n'obtient que la quinzième place mondiale. En France, et malgré les dispositifs législatifs, les élu·es représentent rarement plus de 40 % des assemblées et conseils. Les femmes représentent 38,8 % de l'Assemblée nationale et le gouvernement actuel, n'octroie des ministères de plein exercice qu'à huit d'entre elles.

Emmanuel Macron a déclaré vouloir faire de l'égalité entre les femmes et les hommes, la « grande cause du quinquennat » mais les compte n'y est pas.

**Face à la réalité des violences infligées aux femmes dans notre pays, les mesures annoncées restent très en deçà de l'enjeu, sans aucune augmentation du budget dédié aux droits des femmes, avec seulement 15 % de ces crédits sont consacrés à la lutte contre les violences.**

Yolande PEYTAVIN - *Adjointe au maire*

» » » » Lofti Ben Khalifa instrumentalise le rapport sur l'égalité homme-femme et tente de refaire le match de son procès perdu contre Michèle Picard. Voilà un véritable aveu de sa part quant au caractère sexiste de son délit.

Rappelons que ce dernier a été condamné pour propos injurieux à l'encontre de madame le Maire



## OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES

Alors qu'il était ministre du budget, Emmanuel Macron avait autorisé l'ouverture des commerces le dimanche, pour les zones touristiques. Avec la nouvelle loi travail, c'est la banalisation du principe.

Carrefour a déjà franchi le pas en signant un accord avec deux syndicats pour l'ouverture dominicale systématique de 32 magasins sur les 196 qu'il détient. Les accords d'entreprises l'emportent sur les accords de branches.

Sans penser aux conséquences sur la vie privée des familles, ni aux pathologies développées par le personnel contraint au travail du dimanche, seul l'appât du gain intéresse les représentants du CAC40. En augmentant un petit peu le pouvoir d'achat des salariés, c'est le coffre-fort des actionnaires qui se remplit. « *Je touche un peu plus donc je dépense plus* ». Mais où ? Chez celui qui m'a donné ce supplément. Donc l'argent revient au point de départ, dans la poche des actionnaires avec les bénéfiques qui en découlent.

Ancien banquier chez Rottchild, notre président nous parle de modernisation et de simplification, mais c'est le moyen âge et le servage qu'il réinvente. L'opulence pour ses amis nantis, la « trime » pour les autres.

Jean-Maurice GAUTIN- *Adjoint au maire*

## BILAN EMPLOI

La majorité municipale effectue un important travail pour tisser des liens entre les Vénissiens en recherche d'emploi, les entreprises du territoire, les organismes de formation et Pôle emploi. Le partenariat se resserre afin de créer des initiatives qui facilitent l'accès à l'emploi, avec toutes les difficultés que l'on connaît.

Notre pays perd, d'année en année, son tissu industriel. A Vénissieux, plusieurs grandes entreprises ont disparu : Rexroth qui licencie 360 salariés, Avadel parti en Irlande, Veninov racheté par le groupe autrichien Winherger avec l'aide financière des pouvoirs publics mais qui fermera néanmoins le site. Sur le territoire national Bricodépôt et Castorama viennent d'annoncer leur délocalisation en Pologne avec 750 emplois supprimés.

**Pourtant toutes ces entreprises font des bénéfiques mais les actionnaires en veulent toujours plus. Notre pays régresse socialement, les salariés s'appauvrissent. Avoir un travail n'assure plus une vie digne.**

Il faut un véritable plan d'urgence afin de retrouver un tissu industriel digne de notre pays. Nous devons interdire les délocalisations lorsque les entreprises font des bénéfiques. Le travail pour tous doit être une priorité.

A Vénissieux, nous favorisons les initiatives du commerce, la création d'entreprises classiques ou de l'économie sociale et solidaire. Ce qui conditionne leur succès, c'est bien sûr la politique économique et sociale du pays, et notamment le pouvoir d'achat des familles qui permet la dynamique économique.

Véronique CALLUT - *Adjointe au maire*

## RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE

«Un bilan 2017: maîtrise de l'énergie, achats publics, semaine de la propreté, compostage, défi zéro gaspi, initiatives de sensibilisation à la médiathèque, label ma commune aime lire, Vénissieux express, les initiatives du Grand Rendez-vous sur l'emploi, les achats responsables, l'économie sociale et solidaire, le climat...»

C'est aussi un débat national (...) après Trump qui laisse tomber le climat, l'Allemagne qui remplace le nucléaire par des énergies non renouvelables sans réduire le charbon et le gaz, la France (...) peut être la meilleure élève avec son électricité nucléaire décarbonée. Mais la loi de transition énergétique met en cause ce point fort climatique et parie sur le biogaz, c'est-à-dire pour l'instant le gaz donc le carbone...»

Pierre-Alain MILLET- Adjoint au Maire

## FONDS D'AIDE AUX JEUNES

«Les jeunes sont les premières victimes de la crise avec un taux de chômage élevé et lorsqu'ils trouvent un travail c'est souvent un emploi précaire.

Etre jeune est devenu un handicap. Comment s'en sortir, comment avoir confiance en l'avenir quand on galère, quand on se sent méprisé ?

Il faut redonner un sens à l'avenir, rompre l'exclusion. C'est pourquoi la ville subventionne le fond d'aide aux jeunes qui secourt financièrement les jeunes en difficultés et répond à leurs besoins urgents, alimentaires et autres. Nous les accompagnons vers l'insertion en participant au financement de formation, nous leur redonnons confiance sur un projet qui les concerne.»

Saliha PRUDHOMME-LATOUR - Adjointe au maire



Le groupe des élus communistes et apparentés vous souhaite une très bonne année 2018.

Une année d'actions et de vivre ensemble.

## VŒU DU CONSEIL MUNICIPAL POUR LA RATIFICATION PAR LA FRANCE DU TRAITÉ D'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

Le prix Nobel de la Paix vient d'être décerné à la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires pour son travail contre la bombe atomique. Cette campagne regroupe 450 organisations dans le monde dont 50 en France, avec celles que nous connaissons à Vénissieux, Femmes Solidaires, Le Mouvement de la Paix, le MAN.

Ce prix récompense le travail important fait dans le monde pour obtenir un traité d'interdiction des armes nucléaires.

La France, comme les autres pays détenteurs de la bombe n'a pas voté « Pour » ce traité et s'est singularisée en étant absente du débat, méprisant ainsi la voix de millions d'êtres humains. Le gouvernement français projette de doubler les crédits alloués à l'arme nucléaire d'ici 2020, dans le cadre de son appartenance à l'OTAN sous domination Etatsunienne.

Loin d'assurer notre sécurité, l'OTAN nous entraîne en Europe de l'Est, dans les Balkans, au Moyen-Orient, dans des conflits étrangers à la sécurité nationale.

Nous exigeons donc de notre gouvernement qu'il vote et ratifie le traité d'interdiction des armes nucléaires, qu'il mette en place immédiatement la procédure d'élimination de ces armes et que le budget qu'il leur consacre soit attribué à des œuvres de vie : santé, éducation, culture, correspondant aux besoins de la population.



## ECHOS DU CONSEIL Incompréhensible

» Alors que les élus socialistes et La République En Marche ont voté «pour» le PLU-H (Plan Local d'Urbanisme et d'Habitat) lors du conseil de la Métropole, le groupe PS vénissien vote «contre» ce même rapport en conseil municipal !!! Comment comprendre l'incompréhensible ? Notre PS local serait-il incompetent ? A moins que ce ne soit de la mauvaise foi ! Quitte à être incohérents, ils cherchent, par tous les moyens, à voter contre les délibérations qui marquent un succès de l'équipe municipale, au service des habitants.

» Lors du Rapport d'Orientation Budgétaire, le groupe PS a surpris tout le monde en affirmant que les dotations d'État n'ont pas baissé et que la dette par habitant augmente. Deux absurdités face aux chiffres : le rapport officiel du budget 2018 du gouvernement donne le tableau des baisses de dotation cumulées depuis 2014... 10 milliards, et pour l'avenir, le gouvernement demande 13 milliards de baisse de dépenses aux collectivités !. Pour autant, les impôts locaux ne bougent pas et la dette par habitant est l'une des plus faibles pour les villes de même strate.

» Ayant critiqué en début de conseil la gestion du Centre Nautique Intercommunal, le PS n'a émis aucune remarque au moment du rapport de la CRC. Il est vrai qu'Andrée Loscos, l'adjointe aux sports qui le présentait, leur a démontré la bonne gestion de la structure.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux  
par mail : [groupe.communiste@ville-venissieux.fr](mailto:groupe.communiste@ville-venissieux.fr) ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>